

PACTE sur nos salaires

Garants, à la fois du niveau de vie et de la protection sociale, les salaires doivent être augmentés, surtout en période de forte inflation.

La non-augmentation du point d'indice et l'attribution de carottes, sous forme de **primes indemnitaires** à fortes contreparties, ne suivent pas ce principe et engendrent de fortes discriminations, notamment concernant l'égalité femmes-hommes.

C'est ce second choix qui a été fait par le gouvernement pour « revaloriser » **uniquement les enseignant-es**, à l'aide d'un « Pacte » qui laisse de nombreux-euses collègues sans perspective d'augmentation. Munie de leur lettre de mission, les signataires devront travailler plus pour gagner plus, à commencer par assurer les remplacements au pied levé des collègues absents. Cela **menace le collectif de travail**, met la pression sur celles et ceux qui voudront continuer de mener à bien leurs projets, va engendrer des emplois du temps à trous et **fragilise les statuts** qui sont désormais clairement dans le viseur ministériel.

Pour la CGT Éduc'action c'est clair : No Pactaran !



Soutien/Renforcement en mathématiques et/ou en français

Cette mesure « donnerait, selon le ministère, aux établissements et aux professeur-es les moyens d'agir au plus près des besoins de chaque élève. « Elle serait capable de remédier aux difficultés des plus fragiles et de cultiver l'excellence des plus à l'aise. »

Peut-on véritablement prétendre aider nos élèves en inventant une telle usine à gaz ?

On s'imagine déjà le temps de concertation tous les trimestres pour constituer des groupes. Quels seront d'ailleurs les critères de sélection entre français et maths ? Entre soutien et renforcement ? Sur quelle plage horaire aura lieu cette heure ? N'oublions pas qu'il faudra brasser les classes ...

Que penser de la plupart des établissements qui ne bénéficieront d'aucun moyen pour réduire les effectifs ce qui ne permettra évidemment aucun accompagnement.

Les élèves, noyé-es dans des classes entières brassées se verront infliger des séances d'accord sujet-verbe «**principalement** par des professeur-es de français et de maths ».

Quel mépris pour les élèves et les enseignant-es !

Suppression de la technologie en 6e

« Nous manquons d'enseignant-es en technologie et cette heure libérée permettra de mettre en place l'heure de « devoirs faits » obligatoire ». Plutôt que revaloriser le métier pour le rendre plus attractif, plutôt que soulager les effectifs par classe pour un meilleur suivi des élèves, le ministère choisit ce qui ressemble à un **plan social**. À nos questions sur le devenir des enseignant-es, qui se trouvent du coup amputé-es d'une partie de leur service, là aussi les réponses restent vagues : une formation, axée sur le numérique et la programmation, leur sera proposée sur la base du volontariat. Et rassurons-nous, aucune mesure de carte scolaire ne sera imposée....

Quand dans le même temps le ministère parle d'un plan numérique incluant la formation à Pix dès la 6^e (sans les profs de techno?) et quand on demande avec quels moyens de remplacement les enseignant-es pourront partir en formation, toujours peu de réponses.

Ce que nous savons, c'est que cette mesure va multiplier les postes partagés. Que nombre de collègues contractuel-les ne retrouveront pas leur poste.